Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

Les Faucheurs bloquent le port de Lorient et rencontrent la Directrice générale de l'Alimentation

Par Christophe NOISETTE

Publié le 21/11/2009, modifié le 27/02/2025

Le 21 novembre 2009, dans le port de Lorient, une centaine de faucheurs volontaires a pendant plusieurs heures empêché le déchargement d'une cargaison de 46 500 tonnes de soja GM. Ils entendaient protester contre l'absence d'étiquetage des animaux nourris avec des OGM. Ce sont 4,5 millions de tonnes de soja « standard » qui arrivent chaque année dans les ports de Brest, Lorient, Saint-Nazaire, ou Sète et qui servent principalement à nourrir le bétail français. Le tonnage des importations européennes est estimé à plus de 20 M t/an. Ce soja n'est pas entièrement GM mais il n'est pas non plus certifié non GM. En effet, les cargaisons d'outre-atlantique sont mélangées indifféremment sur les lieux de stockage. Les Faucheurs estiment que la moitié de ce soja « standard » est GM et que ce pourcentage a tendance à augmenter. Entre 10 et 20% (pourcentage qui diminue) du soja importé est dit tracé et « non GM » : il est stocké à part, à l'arrivée dans les ports. Les Faucheurs sont montés à bord du cargo et ont déversé un colorant alimentaire naturel (du brou de noix) sur le soja afin, précisent-ils, « d'en assurer ainsi la traçabilité ». Leur action visait entre autre à obtenir un rendez-vous avec le ministère de l'Agriculture. Ils ont donc quitté le port et levé le blocage une fois assurés que la DGAL acceptait de les recevoir. L'action a continué pendant plusieurs heures dans une grande surface de Lorient où les FV sont allés dénoncer le non étiquetage des produits issus de l'élevage.
Le 30 novembre 2009, plusieurs faucheurs volontaires, ainsi qu'un membre brésilien du MST (Mouvement des Sans Terre) ont pu discuter avec trois représentants du ministère de l'Agriculture : Pascale Briant, Directrice générale de l'Alimentation (DGAL), Robert Tessier (Service de la prévention des risques sanitaires de la production primaire, Sous-direction de la qualité et de la protection des végétaux et Bureau des semences et de la santé des végétaux) et Anne Grevet, responsable du dossier OGM. Pour les Faucheurs, le rendez-vous a été l'occasion de présenter le « dossier noir » des importations de soja et de rappeler à l'administration que le choix pour un éleveur français devient de plus en plus difficile, que le soja GM nourrit le bétail sans que le consommateur en soit informé, que la culture du soja GM a des conséquences environnementales et sociales négatives au Brésil, etc. Puis ils ont posé une série de questions (où en est le décret sur le « sans OGM » ? où sont les quatre millions de tonnes d'OGM importés ? où en est le plan protéine ?) auxquelles ils estiment n'avoir pas obtenu de réponses satisfaisantes. Ils ont aussi évoqué la possibilité qu'ont les responsables agricoles de soutenir dès maintenant une substitution des tourteaux de soja importés : production locale de protéagineux, désintensification des systèmes d'alimentation, remplacement par des tourteaux d'autres espèces, reconversion à l'herbe des élevages, etc. Là encore, les réponses furent évasives. Mme Briant a précisé qu'elle avait

accepté ce rendez-vous par souci d'ouverture et de débat, mais qu'elle ne « supportait pas les méthodes » des Faucheurs. Puis, elle a précisé que la politique actuellement menée par le gouvernement, contrairement aux dires des Faucheurs, permettait un choix qualitatif... Elle a notamment évoqué, en guise d'argument, le soutien à la production bio... Par la suite, la délégation des FV s'est surtout enquise du calendrier des négociations sur l'étiquetage et a demandé l'ouverture immédiate des négociations prévues dans le cadre des accord du Grenelle et relatives à la mise en place d'un étiquetage des produits. En réponse, la responsable de la DGAL a affirmé que la sécurité alimentaire à l'échelle planétaire était une de ses priorités. Que si le problème de la production des protéines était un problème sérieux, et si l'on devait travailler à mettre en place des modalités de production agricole différentes (rotation, etc.), il ne fallait pas pour autant fermer la porte à de nouvelles techniques (dont les OGM). Et que donc la science bien encadrée permettra de résoudre les problèmes. Elle a alors soutenu que les études d'homologation et d'évaluation des OGM ne révélaient aucun problème sanitaire. Au final, la Directrice générale a demandé aux Faucheurs de lui écrire et s'est engagée à répondre, point par point, aux questions soulevées dans un délai de quinze jours à réception de la lettre. Affaire à suivre...

Adresse de cet article : https://infogm.org/les-faucheurs-bloquent-le-port-de-lorient-et-rencontrent-la-directrice-generale-de-lalimentation/